



## Cent jours avant les élections en RDC : mobilisation et défis

C'est officiel depuis le 8 mars le Congo va voter. La loi électorale est non seulement votée par le Parlement mais elle est aussi promulguée par le Président.

Ces dernières étapes législatives ouvrent donc la voie à l'échéance électorale.

La loi ainsi votée permet à chacune et chacun de se mobiliser et d'éventuellement se porter candidat.

Candidat aux nombreux scrutins :

- présidentiel à deux tours
- élections législatives
- élections provinciales.

L'enjeu est de taille : il s'agira d'élire pour la première fois depuis quarante ans les hommes et les femmes qui dirigeront ce grand pays d'Afrique centrale. Loin d'être anodine, ces élections sont l'**étape** jugée clé par la population et nos partenaires du Kivu vers la paix et le retour à la démocratie.

Ils viennent de nous le redire : *«il s'agit de passer d'une culture de la peur et de la guerre à une culture de paix afin que chacun puisse retrouver sa dignité»... « les élections ne sont pas un but mais un passage vers la paix et la reconstruction d'un état de droit. C'est une occasion pour le peuple d'aller plus loin».*

### **A 100 jours des premiers scrutins, posons-nous quelques questions**

**La première concerne l'agenda :**

Le temps qu'il reste avant la date prévue du 18 juin va permettre de :

- préparer les listes au sein des partis et permettre aux candidats de se faire agréer ;
- déposer les listes et les faire agréer ;
- faire campagne électorale !!!

- permettre le déroulement d'une campagne d'éducation civique et citoyenne afin que l'électeur puisse faire un choix conscient ;
- permettre la mise en place du dispositif électoral :
  - o impression des bulletins de vote (à l'étranger, car le Congo ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire) et récolte des photos des candidats car l'analphabétisme est important ;
  - o formation du personnel et cadre administratif ;
  - o mise en place et formation d'un réseau d'observateurs ;
  - o mise en place de la logistique : dépôt des bulletins, urne, dans un pays où les infrastructures ne permettent pas une mobilité facile et à faible coût.

Mais au-delà de cette liste «utilitaire», le temps qui reste permettra surtout aux acteurs politiques de se positionner en favorisant, ou au contraire en réduisant, les tensions qui pourraient enrayer le processus. Nous y reviendrons.

### **La seconde question concerne la date :**

La date retenue est celle du 18 juin pour le premier tour des élections présidentielles. Compte tenu du délai nécessaire au dépouillement et au traitement des éventuelles plaintes, il est judicieux d'envisager le second tour pour le mois d'août, soit après le couperet de la date butoir du 30 juin 2006 (date ultime de la légitimité de la transition).

Nous considérons cette date butoir comme non significative et ce pour deux raisons :

- de droit : l'article 322 de la nouvelle Constitution prévoit ce cas de figure ;
- politique : il serait idiot d'enrayer un processus de démocratisation pour un dépassement marginal de quelques semaines alors que le processus même est entamé. Ce qui est, au fond, l'essentiel.

Comme le disait Mgr Simon Pierre Iyananio : *«le Congo attend la démocratie depuis 40 ans... ce ne sont pas deux semaines qui feront l'affaire».*

### **La troisième question est... le peuple congolais peut-il y croire ?**

La réponse doit être sans ambiguïté aucune : **oui**.

**Oui**, parce que le peuple le veut et s'en donne les moyens. La population s'approprie le processus à Kinshasa mais aussi dans les provinces. La société civile et les Eglises font à ce sujet un travail remarquable qui rend le processus irréversible.

**Oui**, parce que la bonne tenue du référendum montre que les Congolais ont une maturité politique certaine mais aussi que la chose est possible sur l'ensemble du territoire.

**Oui**, car la communauté internationale mais aussi les ONG internationales poussent à cela.

**Oui**, car c'est la seule solution afin de rendre une légitimité démocratique aux institutions (je n'ai pas dit aux hommes politiques de la transition).

### **La question logique qui suit est alors : n'y a-t-il pas des obstacles et résistances ?**

Il n'est jamais bon, en analyse politique, d'être naïf et donc la liste des défis est longue. Reprenons seulement l'essentiel des grands enjeux politiques et les éléments qui sont susceptibles de coïncider :

- tous les hommes et les femmes politiques ne sortiront pas vainqueurs des scrutins. Certaines tendances politiques ont même intérêt à postposer ce verdict populaire. Des pièges sont tendus, des menaces sont lancées, des manipulations politiques s'entrechoquent.

Citons le Mouvement de Libération du Congo (MLC) et sa querelle entre Bemba et Kamitatu, le ton menaçant du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD) à propos des circonscriptions électorales, l'agitation politique de l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS).

Certaines composantes menacent de se retirer du processus, ce qui pourrait entraîner une reprise des combats dans certaines régions de l'Est du pays.

Certaines de ces menaces internes sont appuyées par des parrains externes, le Rwanda et l'Ouganda, par exemple.

### **-Le premier défi est donc celui de la sécurité permettant les élections.**

La MONUC (bras armé de l'ONU et donc de la communauté internationale) et les pressions diplomatiques doivent s'intensifier dans les prochains mois pour que tant le scrutin que l'après scrutin soit respecté.

L'après-scrutin est un moment important. La contestation éventuelle du résultat ne doit pas dépasser la légalité. Toute tentative de tordre la volonté de la population par l'intimidation des armes, ou pire par des prises de pouvoir locales visant à entretenir le chaos, doit se révéler impossible par la force du message politique :

- ° en premier chef de l'électeur
- ° mais aussi de la communauté internationale.

Si le message politique ne suffit pas, nous préconisons l'usage de la force par les armes : par l'usage légitime de la force.

### **-Un second défi consiste dans la gestion de l'après-élections.**

Il faut tout reconstruire dans un pays pillé et dévasté. Ce constat touche les infrastructures de tout ordre mais il sera judicieux de cibler prioritairement quelques points essentiels :

- ° la justice : son fonctionnement, une attention particulière à la répression de la corruption mais aussi à la lutte contre l'impunité des crimes commis durant les guerres ;
- ° activer le brassage et la formation d'une armée congolaise de métier ; contrôle de la chaîne de commandement et paiement des salaires ;
- ° veiller à coupler la démobilisation des soldats excédentaires et la relance économique locale. Autrement dit, recaser les anciens militaires dans des actions rémunératrices axées autour du développement des communautés locales ;
- ° relancer des initiatives de développement local pour l'ensemble de la population et spécialement les populations de l'Est qui ont le plus souffert ;
- ° Former les cadres et auxiliaires de l'administration à la saine gestion de la chose publique avec un accent réel sur la question de la décentralisation (pouvoir important accordé aux provinces). Former pour donner un bagage culturel sur : comment se gère un fonctionnement d'un Etat décentralisé.

### **Quel est l'apport de la société civile ?**

La réponse est multiple et complexe.

En effet, dans sa récente histoire, la société civile en RDC est passée d'une double fonction de suppléance de l'Etat dans le domaine du développement et de résistance et contre pouvoir (à Mobutu et puis aux seigneurs de guerre) à une fonction d'association à la gestion de la transition, en étant, elle-même, un acteur de la transition. Cette fonction *ad intra* et *ad extra* est par nature mal aisée.

Elle a entraîné le personnel d'une partie de la société civile dans la sphère de la politique et non plus du politique. Il semble que l'après-élections devra être une période de reconstruction d'une identité propre pour la société civile. Ceci impliquera de reformer des leaders capables de faire des actions de développement mais aussi de continuer à jouer un rôle de corps intermédiaires (au sens plein) entre la population et les institutions, soit

pour revendiquer, jouer contre-pouvoir, effet de levier ou d'entraînement, soit pour être un appui externe.

La société civile a aussi une lourde tâche de faciliter l'appropriation des élections par la population : l'éducation civique pré-électorale et l'action citoyenne (éducation critique, permanente ou populaire) dans la période post-électorale.

*Ces programmes ne se limitent pas à la formation au vote mais ils visent à montrer que l'Etat de droit est une bonne chose, nous redit d'ailleurs notre partenaire Simon Pierre. « Et chez nous, enchaîne-t-il, cela passe par donner des notions de droit à la population. L'action civique n'est pas seulement liée aux élections actuelles, poursuit Patient Bagenda, elle est plus profonde et diversifiée aux actions de développement que nous menons en milieu rural, par exemple par rapport à des adductions d'eau, de ponts ou de semis. Cela, nous le faisons depuis longtemps au Kivu où la population est mûre grâce au temps et à l'action de terrain».*

Pour le dire de manière complète : la culture citoyenne est un enjeu de fond pour le renouveau du Congo. La société civile peut et a les capacités de favoriser l'émergence de leadership au niveau local.

Ce travail sera l'une des bases du nécessaire renouveau de la classe politique.

### **Dernière question de conclusion... alors les élections seront-elles une réussite ?**

**Oui**, et c'est la conviction que nous partageons avec nos partenaires en visite chez nous. La Belgique officielle et les citoyens belges y ont aussi un rôle à jouer. En soutenant le processus par des gestes de solidarité, en y participant comme observateurs ou en faisant une pression pour une action active de nos pouvoirs publics, nous - comme citoyens actifs au sein d'associations - pouvons contribuer indirectement au processus. S'informer est aussi une démarche essentielle car elle renforce le peuple congolais dans le fait de ne pas se sentir seul face à son destin.

Notre gouvernement doit faire les pressions nécessaires pour que le processus se déroule bien (sécurisation) et que les résultats ne soient pas contestés.

Dans un second terme, les élections se doivent d'être un nouveau début de dialogue politique d'une solidarité réelle de la coopération en vue de relever les défis qui attendent le « Congo nouveau » .

C'est l'analyse et le message que nos partenaires et nous-même pouvons lancer à 100 jours de l'échéance. C'est le sens de votre présence ici lors de cette animation et formation.

-----

Mars 2006.

Synthèse analytique rédigée par et intégrée dans l'exposé de Benoit Albert, sur base des témoignages des partenaires.

Conférences du 15 mars, 16 mars Bruxelles et du 18 mars à Wavre et à Perwez le 24 .

Intervention conjointe de Simon Pierre Iyananio (Kasongo), de Patient Bagenda (Bukavu), partenaires de JP/EF et de Benoit Albert (CJP Belgique).

**Avec le soutien du Service Education permanente de la Communauté française**